

Pour ou contre ?
Une discussion entre Alain Beitone
et Françoise Lorcerie

Il est CONTRE.

La réflexion d'Alain Beitone, professeur de sciences économiques et ancien formateur

Rappel du contexte :

1/ Le syndicat SUD Éducation 93 a décidé d'organiser un stage syndical de formation pour lutter contre les discriminations ethno-raciales à l'école. Dans le cadre de ce stage, il a été décidé de réserver certaines séances de travail aux « personnes racisées », c'est-à-dire aux « non-blancs ».

2/ La droite s'est emparée de l'affaire et en profite pour attaquer le syndicalisme enseignant en général. Blanquer a fait une intervention très applaudie (sur tous les bancs) à l'Assemblée nationale et il annonce qu'il va porter plainte contre SUD Éducation 93.

3/ On se trouve donc pris entre deux feux. D'une part, une partie de la gauche politique, syndicale et pédagogique qui adopte des positions communautaristes pas très éloignées de celles du Parti des Indigènes e la République. D'autre part, une droite elle-même communautariste (qui se propose d'inscrire dans la constitution les racines chrétiennes de la France et de l'Europe) qui Instrumentalise l'affaire à des fins politiciennes parfois nauséabondes.

La gauche laïque, rationaliste, universaliste, antiraciste. La gauche qui se bat contre toutes les inégalités (celles qui résultent de discriminations mais aussi les autres qui résultent des logiques économiques du système actuel). Cette gauche-là donc, est-elle condamnée au silence ? Faut-il, pour ne pas faire le jeu de la droite, accepter une approche qui n'a aucun fondement acceptable ? Je ne le crois pas.

Puisque la Fondation Copernic (qui a une fonction de recherche et d'éducation populaire) a fait le choix d'apporter un soutien sans nuance aux responsables de SUD Éducation 93, j'ai écrit ce qui suit aux responsables de la Fondation.

Message adressé aux responsables de la fondation Copernic

Le communiqué de Copernic sur l'affaire de SUD 93 est préoccupant.

Bien sûr il faut défendre par principe la souveraineté des syndicats (il faut défendre la charte d'Amiens et l'indépendance des syndicats à l'égard de l'État). Bien sûr il faut dénoncer avec vigueur l'opération politicienne de Blanquer. Mais le communiqué va au-delà. Il écrit : *" Rappelons ensuite que les recherches portant sur les discriminations raciales à l'école sont l'un des axes les plus travaillés de la sociologie de l'éducation et que l'on peut se féliciter que ces recherches servent ensuite la lutte salutaire contre les discriminations scolaires"*.

Or cela est faux. Les travaux qui existent ne mettent pas en évidence l'existence de discriminations au sein de l'école. Ce qui apparaît ce sont des problèmes sociaux et scolaires.

Je renvoie à l'article que nous avons écrit avec ma collègue Estelle Hemdane ¹. Mais aussi une récente journée d'étude sur les discriminations à l'école qui s'est déroulée à l'ENS de Lyon (IFE). L'équipe de chercheur.e.s dirigée par Françoise Lantheaume a mené une enquête dans plus de 100 collèges et conduit des entretiens avec plusieurs centaines de membres des personnels enseignants et non-enseignants. L'hypothèse des auteurs était que les collèges étaient confrontés à des problèmes de discrimination et à des tensions d'origine religieuse. Le résultat de l'enquête infirme cette hypothèse de départ. Là encore ce qui apparaît ce sont des inégalités sociales. Les tensions religieuses sont très rares et quand elles existent elles sont gérées en se fondant sur ce qu'est l'école : un lieu de transmission des savoirs. Il faut défendre SUD au nom de la liberté syndicale, mais il faut dire au nom de la vérité et de la démocratie que SUD 93 se trompe.

Il est surprenant que la Fondation Copernic oublie que le thème de la discrimination est porté par la pensée économique libérale (l'un des pionniers est Gary Becker). L'enjeu est clair : il s'agit de lutter contre les discriminations (illégitimes) pour mieux accepter les inégalités qui résultent de la compétition d'où émergent les meilleurs. Il faudrait donc faire disparaître les discriminations, mais laisser le marché déterminer les inégalités qui récompensent les talents

¹ <http://skhole.fr/lutter-contre-les-discriminations-certains-et-contre-les-inegalites-par-alain-beitone-estelle-hemdane>

et le travail. Franchement, le syndicalisme de transformation sociale doit-il se situer dans cette perspective ?

Il ne s'agit pas d'ignorer qu'il existe des discriminations dans la société et qu'il faut les combattre. En particulier des élèves subissent des discriminations au moment de la recherche d'un emploi ou d'un stage. Mais à l'intérieur de l'école, aucun travail scientifique ne montre qu'il existe en France des phénomènes massifs de discrimination au sein de l'École. Cela n'empêche pas qu'il puisse exister des comportements discriminatoires ici ou là. Mais le problème central de l'école ce sont les inégalités sociales et notamment les inégalités sociales d'apprentissage qui résultent aujourd'hui de la généralisation de la pédagogie invisible (Basil Bernstein) dont on sait qu'elle favorise les héritiers de la culture et qu'elle contribue à faire obstacle aux apprentissages des enfants des milieux populaires. Or, SUD et d'autres courants pédagogiques ou syndicaux défendent la pédagogie invisible au nom de "l'émancipation". Là est aujourd'hui l'enjeu central pour la gauche de transformation sociale. Il est dommage que la Fondation Copernic ne contribue pas à le poser.

Elle est POUR.

La réflexion de Françoise Lorcerie, chercheuse au CNRS et membre fondatrice du Réseau international Éducation et diversité (RIED)

1) Sur le contexte d'abord, il me semble que ta présentation est biaisée Alain. Il ne s'agit pas dans ce stage de « réserver certaines séances de travail aux personnes racisées », mais de permettre sur un atelier un temps d'expression entre soi aux personnes racisées d'un côté et aux non-racisés de l'autre, pour favoriser l'expression sur un sujet singulier, associé peut-être à des expériences professionnelles singulières. Il faut le vérifier, pensent les organisateurs. Ce temps dédié à l'expression singulière n'est pas l'acmé du stage, ni sa fin. Le stage est inclusif, simplement il n'exclut pas qu'une part de l'expérience professionnelle puisse être marquée par le statut ethno-racial des personnes, enseignants comme élèves, et il se donne les moyens de cerner le phénomène pour en parler ensemble ensuite et réfléchir de façon stratégique. C'est à mon sens courageux et extrêmement responsable.

2) les deux feux : non, il n'y a qu'un feu, mais alimenté à gauche comme à droite, ceux qui rejettent toute prise en compte de la parole propre des racisés. Elle n'a pas lieu d'être dans notre beau pays égalitaire et universaliste. Ce refus au nom de nos principes a pour effet de perpétuer les rapports de force qui désavantagent ceux qui se trouvent bel et bien minorisés dans les fonctionnements sociaux ordinaires. Ces gens minorisés, il faut le noter, forment un ensemble qui n'est pas préexistant aux rapports sociaux, il est constitué dans et par les rapports sociaux.

Ces rapports de force ont-ils une traduction à l'école ? Telle est la question ouverte (et non tranchée a priori) par le stage.

3) La Fondation Copernic a soutenu Sud éducation 93 au nom du principe de liberté syndicale, elle a eu raison. Elle aurait pu le soutenir aussi au nom de la liberté d'expression, dont on fait grand cas sauf lorsqu'il s'agit de permettre à des expériences comme celles-là de s'élaborer par la parole. Ce n'est pas a priori qu'on peut décider que les gens concernés n'ont rien à dire. L'expérience d'être racisé a très probablement une incidence en milieu scolaire, pour les personnels comme pour les élèves et les familles – ou plutôt des incidences, il y a sans aucun doute de la variation, et c'est bien cela qui doit être cerné. C'est étudié par des thèses dans d'autres pays, pas encore chez nous.

4) dernier point important de ton raisonnement : tu rabats l'expérience d'être racisé sur la discrimination et tu réduis le travail pour une école non-raciste (ce que vise apparemment Sud éducation 93) à la lutte contre les discriminations. Et tu argumentes en outre que la mise en relief des discriminations (sous-entendu ethno-raciales) escamote les inégalités sociales. Or, dis-tu « les inégalités sociales sont le problème central de l'école ». Tu as raison, il faut le rappeler sans cesse, les inégalités sociales sont le problème de l'école et on peut souligner, avec toi, le paradoxe qu'il y a à mettre les discriminations hors la loi mais pas les inégalités sociales. On entre dans la problématique de la justice sociale, je laisse pour le moment, revenons à nos moutons du stage syndical.

Le stage, si j'en juge par l'activité de Sud éducation, n'entend nullement esquiver la problématique de l'inégalité sociale, il entend l'enrichir en cessant de mettre hors champ une partie des inégalités qui prend parfois tellement d'importance qu'elle envahit la relation sociale, à savoir les inégalités qui sont liées aux différences ethno-raciales. Elles sont vraiment présentes dans le 93 (mais pas dans le 13 ?).

Les inégalités sociales sont complexes, on ne peut plus aujourd'hui les réduire comme jadis à la position dans les rapports de production. D'autres dimensions des inégalités sociales existent et dans certains contextes notamment, elles semblent être fort présentes. C'est ce que vise l'approche intersectionnelle ².

Qu'en est-il au juste ? C'est ce que veut explorer l'organisation du stage de Sud éducation 93. Puisse-t-il avoir lieu tel qu'il est prévu.

² Voir aussi la journée d'étude *Penser l'école non-raciste*, http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/Documents/RIED-Education-Diversite/LIVRET_Penser-Ecole-Non-Raciste.pdf